

Quelle recherche pour l'Europe ?

Jacques Glowinski, administrateur du Collège de France, estime, avant le débat "Science et conscience européennes", que l'investissement dans la connaissance doit être un ferment de l'identité communautaire.

Le Monde, 25 novembre 2004

Des scientifiques éminents, des ministres et anciens ministres de la recherche et de nombreux responsables d'institutions européennes participent au colloque "Science et conscience européennes" qu'organise, les 25, 26 et 27 novembre, le Collège de France. Son administrateur, Jacques Glowinski, titulaire de la chaire de neuropharmacologie et président de l'assemblée des professeurs du Collège de France, souligne les enjeux de cette manifestation.

Pourquoi le Collège de France a-t-il pris l'initiative de ce colloque ?

Notre mission est de nous intéresser aux grands problèmes de société. S'il en est un, c'est bien celui de la connaissance, de sa diffusion, des répercussions politiques, économiques et sociales qu'aurait l'absence de prise de conscience qu'il s'agit là d'une priorité nationale et européenne. Ce colloque a été pensé et initié de longue date. En 2001, nous avons invité le président de la République, qui est par tradition le protecteur du Collège de France, et rencontré le premier ministre, pour leur faire part de nos inquiétudes sur le déclin de la recherche en France et, au-delà, en Europe. Quelques mois plus tard, le Collège a décidé, avec trois autres fondations européennes, deux italiennes et une espagnole, d'agir collectivement pour favoriser le développement de l'espace européen de la recherche. C'est à cette occasion que j'ai proposé d'organiser ce colloque. Nos collègues européens ont été enthousiastes.

Les scientifiques ont souvent été un exemple pour la construction européenne. Mais l'Europe de la recherche est en panne et distancée par les Etats-Unis et le Japon. Peut-on encore réagir ?

Il n'est jamais trop tard pour réagir. S'il y a déclin, c'est d'abord parce que la part du budget communautaire consacrée à la recherche - à peine 5 % - est très faible. Ensuite, on a longtemps considéré, à tort, que le rôle de la Communauté européenne était d'encourager la recherche appliquée, en laissant chaque pays s'occuper de la recherche de base. Or il ne peut y avoir de recherche appliquée, de développement industriel, sans recherche fondamentale. Personne ne peut prévoir quand elle débouchera sur des applications. Mais ce qui est certain, c'est qu'il n'existe pas d'exemple d'innovation qui n'ait été préparée, en amont, par la recherche fondamentale. Un handicap supplémentaire est la très grande disparité des systèmes de recherche des pays de la communauté. Il y a là une richesse, mais elle gagnerait à être mieux coordonnée. Pour toutes ces raisons, l'Europe assiste, impuissante, à l'irrésistible envolée des succès

américains et maintenant japonais - avec quatre Prix Nobel en quatre ans ! -, en attendant, demain, ceux de la Chine. Mais il n'y a pas de fatalité.

Que préconisez-vous ?

L'Europe a la capacité de réagir. Elle dispose d'un potentiel intellectuel fort de sa diversité et encore enrichi par la récente adhésion de pays de l'Est. Les exemples du CERN de Genève, des grands instruments scientifiques que sont les télescopes de l'European Southern Observatory (ESO), le réacteur à haut flux de l'Institut Laue-Langevin (ILL) ou le Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL), ou encore les grands programmes technologiques comme Airbus, montrent que lorsqu'elle a su concentrer et coordonner ses efforts, elle a réussi. D'autant que l'effort financier nécessaire est à la portée des Européens. C'est donc une question de volonté. Nous devons décider et non subir. Il en va de notre indépendance, de notre identité et, en définitive, de notre liberté, pour reprendre le titre du dernier livre de Pierre Bourdieu : *La Liberté par la connaissance*.

Soutenez-vous le projet de Conseil européen de la recherche, destiné à stimuler la recherche fondamentale ?

Nous y souscrivons complètement. Il s'agit d'augmenter les moyens alloués à la recherche de base, mais aussi de trouver un système d'attribution des financements fondé sur l'évaluation par les pairs et la seule valeur scientifique, sans interférence politique. Bref, d'instaurer entre les équipes une saine compétition, au meilleur sens du terme, au niveau européen.

Le Collège incarne l'association de la recherche et de l'enseignement. Ce couplage doit-il être généralisé ?

Il faut absolument rapprocher recherche et enseignement. Pour notre part, nous faisons en sorte que de jeunes équipes puissent bénéficier de l'environnement scientifique du Collège de France, se confronter à des idées nouvelles, élargir leur horizon. Ce que nous enseignons, c'est "le savoir en train de se faire". Le plus passionnant pour les jeunes en formation, ce ne sont pas les résultats, mais le processus de la recherche. Enseignement et recherche forment un couple irréductible. Le problème, en France, est que nous avons, à côté des universités, des grandes écoles dont les élites sont en dehors du système, alors qu'elles devraient le tirer vers le haut.

Vous associez "science" et "conscience" européennes. En quoi la science contribue-t-elle à l'identité de l'Europe et, au-delà, à sa place dans le monde ?

L'Europe est riche de traditions scientifiques et d'écoles de pensée vivaces. Elle n'a aucun complexe à avoir, vis-à-vis des Etats-Unis notamment. Prendre conscience de ce potentiel, c'est prendre conscience de ce que nous sommes, nous Européens, et de ce que nous pouvons devenir. C'est aussi une motivation extraordinaire pour la jeunesse. Si nous voulons jouer notre rôle sur la scène mondiale, nous devons être suffisamment unis pour défendre nos valeurs. Ce sont les valeurs d'humanisme qui étaient celles du fondateur du Collège de France, Guillaume Budé. Nous dirions aujourd'hui une certaine

éthique de l'existence, la foi dans la capacité de l'homme à bâtir un monde plus juste, plus équilibré, plus respectueux des individus.

Le Collège est engagé dans un combat pour la science. Comment allez-vous le poursuivre ?

C'est effectivement un combat. Nous le menons en développant nos enseignements à l'étranger, en nous entourant d'un Comité international d'orientation scientifique et stratégique, en nous associant à l'École normale pour créer un pôle d'excellence européen. Avec d'autres, et à notre niveau, nous voulons être une force de proposition et un espace de dialogue, ouvert à tous ceux qui veulent y contribuer.

Propos recueillis par Pierre Le Hir

"Science et conscience européennes", jusqu'au 27 novembre au Collège de France, entrée libre (www.college-de-france.fr)